

Le capitaine de Gaulle et la Pologne

Frédéric GUELTON

Directeur d'études au Service historique de l'Armée de Terre (SHAT)

"Le capitaine de Gaulle et la Pologne (1919-1921)", article dans *Charles de Gaulle, la jeunesse et la guerre 1890-1920* [Colloque], Plon, 2001

Les deux séjours du capitaine de Gaulle en Pologne, d'avril 1919 à mai 1920, puis de juin 1920 à la fin du mois de janvier 1921, sont peu connus. Ils semblent si insignifiants dans la vie d'un officier français qui a vécu le drame de la Grande Guerre ! Pourtant un simple calcul arithmétique nous montre que les deux séjours polonais de Charles de Gaulle totalisent dix-huit mois, c'est-à-dire autant que sa première guerre mondiale sur le front français qui a duré dix-neuf mois. Par ailleurs, pour la première fois dans l'étude chronologique de la vie de Charles de Gaulle, l'historien dispose de sources directes ou indirectes nombreuses.

Parmi les sources indirectes qui nous renseignent sur l'environnement général dans lequel se déroulent les deux séjours, nous avons particulièrement retenu les archives de la Mission militaire française en Pologne (MMFP), successivement commandée par les généraux Henrys puis Niessel, les archives de l'armée polonaise organisée en France (APOF), commandée lors de sa création par un Français, le général Archinard, puis par un Polonais, le général Haller, les archives de la mission qu'effectue en juillet-août 1920 à Varsovie le général Weygand, enfin les archives françaises relatives à la guerre polono-bolchevique.

En ce qui concerne directement le capitaine de Gaulle, nous disposons d'une série de trente-sept lettres qu'il adressa à ses parents entre le 21 janvier 1919 et le 3 juillet 1920, de trois lettres à caractère administratif, de textes de conférences prononcées devant ses officiers-élèves polonais ou devant les officiers français en poste à Varsovie, du rapport rédigé sur le Groupe d'armées Centre à la fin d'août 1920, et de l'étude sur l'armée polonaise réalisée au tout début de 1921. Nous avons également utilisé le journal tenu par le capitaine de Gaulle du 1er juillet au 26 août 1920, publié anonymement dans *La Revue de Paris* en novembre 1920 sous le titre de « La Bataille de la Vistule, carnet de campagne d'un officier français ». Nous avons enfin eu recours au témoignage du lieutenant polonais Medwecki qui fut l'adjoint et l'interprète de Charles de Gaulle pendant son premier séjour en Pologne. Ce témoignage, publié par André Frossard dans *En ce temps-là de Gaulle*, est un document unique sur la période au cours de laquelle de Gaulle enseigne, comme instructeur ou comme directeur des études. Cela explique son utilisation régulière par les biographes de Charles de Gaulle.

L'étude de ces sources s'inscrit au cœur de notre démarche intellectuelle. L'environnement indispensable nous est fourni par les deux moments historiques que vit la Pologne entre la fin de 1918 et le début de 1921 : sa renaissance en tant qu'État après les trois partages successifs du XVIII^e siècle puis la guerre polono-bolchevique qui oppose deux volontés antagonistes, voire deux nationalismes, et se termine avec la signature du traité de Riga et la délimitation des nouvelles frontières orientales de la Pologne.

L'aventure polonaise de Charles de Gaulle commence le 20 janvier 1919, à sa descente du train en gare de... Saint-Maixent. C'est dans cette ville, qui abrite depuis tant d'années une école d'infanterie, qu'il doit suivre des cours de remise à niveau organisés au profit des officiers de retour de captivité. En dépit de la tristesse du lieu, « Saint-Maixent est un trou [...] », l'enseignement dispensé comme les conditions matérielles de son installation lui donnent

satisfaction : « Au point de vue moral, je renais [...] », écrit-il à sa mère quatre jours après son arrivée. Il lui tarde pourtant de reconstruire une carrière militaire mise à mal par trente-deux mois de captivité. La meilleure solution est de faire campagne. Il pourra ainsi rattraper le temps perdu, gagner du galon, ne serait-ce qu'à titre temporaire, et pourquoi pas des décorations et des citations. C'est aussi un excellent moyen pour se remettre techniquement à niveau lorsque le moment, proche en ce qui le concerne, de préparer le concours d'entrée à l'École supérieure de Guerre viendra. C'est enfin le refus de la vie de caserne après une si longue captivité et la volonté de « se séparer de ce triste peloton » formé de ces officiers, comme lui stagiaires à Saint-Maixent mais qui n'aspirent visiblement à rien d'autre qu'au confort tranquille et sans surprise d'une vie de garnison provinciale.

Mais où et comment faire campagne ? Les occasions ne manquent pas en ce début d'année 1919. L'armée française est largement engagée sur nombre de théâtres d'opérations hors de France. Cette armée que Messimy avait, à la fin du mois de juillet 1914, fait reculer d'une dizaine de kilomètres en arrière de la frontière pour fournir aucun casus belli à l'Allemagne, est présente dans presque tous les pays issus du démantèlement ou de la disparition des empires russe, ottoman, allemand et austro-hongrois. Deux théâtres d'opérations dans lesquels l'armée française est particulièrement impliquée, la Pologne et les Balkans, retiennent son attention. Charles de Gaulle porte d'abord son dévolu sur la Pologne. Il adresse, au début de 1919, une « demande d'engagement dans l'armée polonaise » au bureau slave de l'EMA. Il a, ce faisant, eu le malheur de s'affranchir d'une voie hiérarchique de tous temps aussi impitoyable que tatillonne. Sa demande est rejetée. C'est ce qui le pousse, le 28 janvier, à s'adresser directement au général Archinard, chef de la Mission militaire franco-polonaise pour obtenir son appui direct : « [...] D'après les renseignements reçus au Bureau slave du ministère de la Guerre, je m'étais borné à faire approuver ma demande d'engagement dans l'armée polonaise par vous-même, et par le général Haller, et à la remettre ensuite directement au Bureau slave. [...] Or, j'apprends que la 1^{re} Direction du ministère de la Guerre vient de me renvoyer ma demande, parce que non transmise par la voie hiérarchique [...] Peut-être une bienveillante intervention de votre part auprès de qui de droit hâterait-elle la solution. J'ai l'honneur de la solliciter. »

5, route de Poitiers, Saint-Maixent (Deux-Sèvres)

28 janvier 1919

Le capitaine de GAULLE, du 33^e Régiment d'Infanterie à Monsieur le général ARCHINARD, chef de la Mission militaire franco-polonaise

J'ai l'honneur de vous accuser réception de la lettre que vous avez bien voulu m'adresser le 25 courant. Vous m'y indiquez les avantages éventuellement assurés aux sous-officiers et aux soldats français qui seraient mutés dans l'armée polonaise ; et vous me demandez si, à mon avis, ces avantages suffiraient pour obtenir un certain nombre d'engagements. Il m'est, à mon très profond regret, impossible de vous donner des renseignements très précis à ce sujet, car je n'ai pour le moment aucune troupe sous mes ordres, étant détaché à Saint-Maixent pour y suivre un cours d'instruction. Mon impression est néanmoins qu'on pourrait obtenir des engagements de sous-officiers et d'hommes de troupe dans les plus jeunes classes (celles qui n'ont pas la certitude d'être démobilisées avant longtemps), à condition d'ajouter aux avantages pécuniaires proposés l'espérance de récompenses d'ordres honorifiques : Croix de guerre, citations, etc. (qui exercent une grande attraction sur l'amour-propre des hommes), et d'avancement pour les sous-officiers. En outre, il y aurait lieu, à mon sens, de

faire faire, tout au moins à l'intérieur, dans les dépôts, centres d'instruction, Centre de rapatriés etc., des causeries sur la question par un officier. Cet officier ferait simplement aux hommes un bref exposé de la question polonaise (souffrances historiques et actuelles de la Pologne ; sympathies séculaires de la France pour cette nation. Intérêt que nous avons à la voir puissante. Il dirait un mot de la campagne qui va s'ouvrir, en essayant d'éveiller l'esprit d'aventure de ceux qui en ont. Il exposerait enfin les avantages honorifiques et pécuniaires réservés aux soldats français qui voudraient participer à l'expédition et les démarches à faire pour l'obtenir. Il faudrait, bien entendu, que ces causeries soient faites par un officier personnellement intéressé à ce qu'elles obtiennent des résultats, autrement dit désigné lui-même pour la prochaine campagne.

Si ma mutation était déjà prononcée, je serais immédiatement à vos ordres pour des causeries de ce genre, tout au moins dans les principales garnisons. Malheureusement, un contretemps va sans doute la retarder. Je me permets de vous rendre compte. D'après les renseignements reçus au Bureau slave du ministère de la Guerre, je m'étais borné à faire approuver ma demande d'engagement dans l'Armée polonaise par vous-même, et par le général Haller, et à la remettre ensuite directement au Bureau slave. Je rentrais d'ailleurs d'une longue captivité, me trouvais en permission, et me croyais ne dépendre plus du dépôt de mon Corps qu'au seul point de vue administratif. Or, j'apprends que la 1^{re} Direction du ministère de la Guerre vient de me renvoyer ma demande, parce que non transmise par la voie hiérarchique... J'en ai donc fait aussitôt une nouvelle par le dépôt de mon régiment (Cognac), mais combien de temps mettra-t-elle à parvenir à son but ? Bien des semaines sans doute. Peut-être une bienveillante intervention de votre part auprès de qui de droit hâterait-elle la solution. J'ai l'honneur de la solliciter.

C. de GAULLE

Apprenant presque au même moment la diffusion par le ministère de la Guerre d'un avis de recrutement pour l'armée d'Orient, Charles de Gaulle n'hésite pas un instant. Il écrit à sa mère le 11 du même mois : « J'ai donné mon nom aussitôt et avec joie. Comme je Vous l'ai dit déjà, je n'ai demandé l'armée polonaise que comme un pis-aller pour faire campagne. Mais si l'occasion m'est offerte de faire campagne d'une manière aussi active et avec des Français, je m'empresse de la saisir de préférence à toute autre solution. » Cette nouvelle demande n'aboutit pas.

Finalement, le capitaine de Gaulle est détaché, au début d'avril 1919, auprès de l'Armée polonaise autonome qui commence à quitter la France pour la Pologne. Cette armée a été créée et organisée en France en juin 1917. Composée d'environ soixante-dix mille hommes dont environ six mille Français, elle est, lors de sa création, commandée par un Français, le général Archinard. Elle passe sous commandement polonais avec le général Haller en octobre 1918. Les Français qu'elle compte dans ses rangs doivent, aux termes des accords passés avec la Pologne en janvier et février 1919, « aider l'État polonais à se constituer librement à l'abri des interventions extérieures ennemies qui pourraient se produire sur ses frontières ». Dans le même temps, une mission militaire strictement française (MMF) dirigée par le général Henrys s'installe à Varsovie. C'est au sein de cette seconde organisation que le capitaine de Gaulle sert pendant son premier séjour polonais.

Les Français et la renaissance de la Pologne

Lorsque la première guerre mondiale se termine à l'Ouest, la Pologne existe à nouveau, mais

dans des frontières incertaines. Le pays est épuisé par la guerre, un cinquième environ du patrimoine national en biens matériels et en capitaux est détruit.

L'indépendance de la Pologne, revendiquée par les Polonais annoncée par Wilson dans ses quatorze points, voulue par l'Entente, est proclamée par le conseil de Régence le 7 octobre 1918. Le 9 novembre, Joseph Pilsudski quitte la citadelle de Magdebourg où il était incarcéré. Il se rend à Varsovie. La population l'accueille en héros. Le 14, le conseil de Régence lui transmet tous ses pouvoirs, civils et militaires. Le 22, il proclame la République. A Varsovie, la situation politique est tendue. Les nationaux-démocrates de Roman Dmowski et les socialistes du PPS de Pilsudski s'affrontent. Ce n'est qu'en janvier 1919 avec l'arrivée d'Ignace Paderewski, qu'une entente politique, délicate à forger, s'opère. Un gouvernement de coalition nationale est formé, dans lequel le célèbre pianiste occupe les fonctions de président du Conseil et de ministre des Affaires étrangères.

Mais les Polonais sont mécontents du traité de Paix : « Le règlement de Versailles a été dicté à la Pologne victorieuse comme à l'Allemagne vaincue », proteste Glabinski, négociateur polonais à Versailles. Les alliés, divisés, ne sont pas parvenus à s'entendre sur la question polonaise qu'ils ont refusé de séparer du devenir incertain de la Russie. « Pilsudski est en mauvais termes avec les alliés ». La situation se détériore lorsqu'il refuse les propositions de la commission alliée dirigée par le général sud-africain Botha qui tente de mettre un terme aux hostilités entre Polonais et Ukrainiens.

Face aux Soviétiques, et en dépit d'une reconnaissance obtenue le 29 août 1918, la Pologne est de facto en guerre. L'armistice de Rethondes, loin d'avoir réglé la situation, l'a envenimée. Le retrait des troupes allemandes des territoires qu'elles occupaient du golfe de Botnie jusqu'à la mer d'Azov a créé un vide qui, en l'absence de toute ligne de démarcation entre Russes et Polonais, a fourni les conditions d'un conflit entre les deux peuples. Face aux unités de l'Armée rouge, les troupes polonaises sont entrées en campagne sur le front lituano-biélorusse. Elles s'emparent de Wilno le 21 avril 1919. Continuant leur progression en Biélorussie, elles prennent Minsk. Simultanément, d'autres forces polonaises opèrent contre la Volhynie et la Galicie. La ligne de front passe dorénavant par Polock-Brest-Litovsk-Borisov-Zaslav-Zbrucz. Quel objectif Pilsudski souhaite-t-il atteindre ?

Il cherche à associer, dans une fédération placée sous son hégémonie, l'Ukraine, la Biélorussie et la Lituanie. Il estime que c'est le meilleur moyen de s'opposer à l'influence russe, qu'elle soit communiste ou blanche, puis de donner à la Pologne les frontières orientales qu'elle mérite. Sa vision géopolitique se heurte à deux obstacles majeurs. A l'Est, les dirigeants de la Russie soviétique rêvent de la révolution mondiale. Ils tendent à fomenter des troubles insurrectionnels dans toute l'Europe, et surtout en Allemagne. Pour Trotski, la Pologne de Pilsudski n'est que celle de « l'oppression et de la persécution qui se déguise sous des phrases patriotiques et des airs d'héroïsme ». Pourtant, ne pouvant faire face à l'ensemble des menaces, intérieures et extérieures, qui pèsent sur leur régime, les Soviétiques sont momentanément réduits à proposer la paix à la Pologne. A l'Ouest, les alliés, qui s'expriment à travers la Commission des affaires polonaises créée au sein de la Conférence de Paris, souhaitent limiter l'expansion territoriale polonaise à l'Est aux seules régions purement polonaises. Pour Clemenceau, qui parle au nom de la Commission le 8 décembre 1919, la frontière orientale de la Pologne doit passer par Grodno, Valovska, Nemurov, Brest-Litovsk et l'est de Przemysl.

C'est dans ce contexte géopolitique que la Mission militaire française du général Henrys, puis

le capitaine de Gaulle s'installent et se mettent au travail à Varsovie, mais aussi dans toute la Pologne. La MMF développe son action dans les trois directions principales que sont l'organisation générale de l'armée polonaise, l'aide matérielle et enfin l'instruction. Ce dernier domaine sera bientôt celui de prédilection du capitaine de Gaulle. La mission réorganise tout d'abord l'armée polonaise sur le modèle français. Elle s'efforce ensuite de subvenir à ses besoins matériels. En effet, hormis les unités en provenance de France, l'armée polonaise manque de presque tout, et le peu dont elle dispose est si hétéroclite Henrys estime qu'elle est, à court terme, incapable de faire campagne contre les Bolcheviques. Elle se lance enfin dans la création d'un ensemble complet d'écoles, de centres de formation et de cours spécifiques. Entre juin et décembre 1919, sont ainsi organisées seize écoles militaires, depuis l'École d'état-major à Varsovie jusqu'à l'École d'infanterie à Rembertow. Pour les seuls officiers, ces écoles assurent, avec la participation de plusieurs centaines d'instructeurs français, entre juin 1919 et mai 1920, la formation de plus de mille deux cents officiers polonais. C'est à l'École d'infanterie de Rembertow que le capitaine de Gaulle est affecté comme instructeur.

Le capitaine de Gaulle instructeur à L'École d'infanterie de Rembertow

L'arrivée de Charles de Gaulle en Pologne, après un voyage en train de près d'une semaine à travers l'Allemagne, lui laisse une sensation mitigée : « [...] Nous fûmes reçus avec enthousiasme naturellement. Malheureusement notre train n'était guère que le trentième, car il en passe dix par jour. Aussi n'avons-nous pas eu à entrer à Varsovie en triomphateurs. On nous y a tout simplement aiguillés sur Modlin (le Nowa Georgienwsk des Russes), à une trentaine de kilomètres de là. Modlin est une gigantesque place forte, au confluent de la Vistule, comprenant une sorte de gros village pour les civils, et d'innombrables casernes, casemates, forts, etc., pour les militaires. C'est là que l'on nous a installés pour le moment, et comme tout est fort délabré et vide de meubles, après tant de passages de Russes, de Boches et de Juifs, nous y sommes très mal. Sans doute n'y resterons-nous pas. »

Venu en Pologne pour s'y consacrer à la formation des officiers de l'armée polonaise en cours de constitution, il se veut immédiatement à pied d'œuvre. Sa première lettre consacrée à cette question exprime un enthousiasme trop cartésien. Il sera de courte durée : « D'ici à une dizaine de jours, nous recevons nos élèves, c'est-à-dire une division polonaise complète, que nous allons avoir mission de former en deux mois, ou mieux, de réformer. Les officiers polonais de cette division [suivent] des cours théoriques et pratiques sur nos règlements, nos doctrines et nos méthodes de guerre. Les cadres polonais [sont] instruits de leur côté des éléments voulus, pour en faire des sous-officiers et des caporaux. Les hommes, enfin, [sont] dressés à la française par les instructeurs français. Je vous ai dit déjà que je me trouvais affecté au cours des officiers. Au bout de deux mois de ce régime, la division polonaise, ainsi disloquée, sera réformée à nouveau et rendue à elle-même et à quelques officiers français qui lui resteront. Une nouvelle division viendra prendre sa place, et ainsi de suite. »

Jusqu'en juillet, le capitaine de Gaulle est cantonné dans une inaction propice au doute et aux interrogations. Ses critiques se concentrent sur la Pologne et les Polonais. Il pense, et il écrit qu'en définitive, si la Pologne laisse ainsi les officiers désœuvrés c'est parce qu'elle n'a pas besoin d'eux pour former une armée nationale dont ils n'ont pas non plus besoin. L'Armée polonaise autonome du général Haller, avec cinq divisions bien formées et bien encadrées, suffisent probablement dans l'esprit d'une population qui, si elle est demeurée farouchement polonaise pendant plus d'un siècle d'oppression, a peut-être bien perdu le sens de l'État. Qui plus est, les officiers polonais en provenance des armées allemandes, autrichiennes, russes ou

encore des légions de volontaires de Pilsudski n'accepteront qu'avec réticence la tutelle d'officiers français que la victoire a parfois rendus trop sûrs d'eux, voire hautains.

La situation et ses sentiments changent radicalement avec l'arrivée, en juillet, des premiers officiers-élèves et le début de l'instruction non pas à Modlin mais à Rembertow, dans la grande banlieue de Varsovie. Au doute succède le plaisir d'enseigner et la satisfaction du travail bien fait : « [...] Notre École d'officiers polonais fonctionne, et c'est un gros travail d'étudier, de traiter et de présenter toutes les questions que nous avons à leur apprendre. Je dois dire pourtant que nos efforts ne sont pas vains. Peu à peu la vérité se fait jour, et nous inculquons sans beaucoup de peine, à cette jeune armée, les doctrines et les méthodes de notre vieille armée victorieuse. Pour moi, j'apprends en travaillant beaucoup de choses, et tout cela me sera de première utilité pour les examens futurs de l'École de Guerre. » L'objectif principal de la formation dispensée par l'École d'infanterie est de participer à la constitution d'une armée polonaise homogène en inculquant à ses officiers les savoir-faire, les tactiques et la doctrine en vigueur dans l'armée française. Cela permettra également d'asseoir une véritable influence française, si possible relayée et accentuée par une utilisation de la langue française : « Chacun de nos efforts en Pologne, messieurs, c'est un peu plus de gloire pour la France éternelle », proclame Charles de Gaulle en conclusion de sa conférence sur « L'Alliance franco-polonaise » prononcée au tournant de l'année devant les officiers français de la MMF.

S'interrogeant sur l'hétérogénéité des niveaux de ses officiers-élèves, Charles de Gaulle constate que ceux en provenance de l'ancienne armée allemande sont intellectuellement et techniquement proches de leurs instructeurs français. Ceux en provenance de l'armée autrichienne ont également un bon niveau général, mais ils sont « moins rompus aux techniques modernes du combat et moins rigoureux dans l'exécution ». Ceux issus de l'armée russe n'ont enfin « qu'une formation rudimentaire ». Ils ont tous en commun un moral relativement bas, caractéristique des soldats vaincus. A l'opposé de ces trois types d'officiers, les jeunes officiers polonais issus des Légions de volontaires de Pilsudski semblent n'avoir reçu aucune instruction militaire, mais leur jeune âge, et la sensation d'avoir participé à la libération et à la renaissance de leur pays les armes à la main leur confère un enthousiasme et un moral élevés.

Pendant cette période, de Gaulle est successivement instructeur, puis directeur des études en novembre, et enfin directeur du cours des officiers supérieurs à partir de décembre. Cela représente une promotion rapide que probablement peu d'officiers ont connue dans des conditions identiques. Dans ces dernières fonctions, il se réserve, « en plus de ses activités de direction [...], la tactique et la formation générale ». Les conférences qu'il prononce expriment deux des thèmes déjà récurrents chez Charles de Gaulle : l'importance du facteur moral comme élément constitutif de la victoire d'une armée nationale, et la place des histoires nationales comme socle fondateur de la légitimité des États et comme élément de compréhension, sur la longue période, de leur évolution géopolitique.

Sur le premier aspect, Yves Faury et Jean Lacouture se sont abondamment reportés à André Frossard et au témoignage qu'il a recueilli auprès de Medwecki. Le second rappelle que « de temps en temps, le commandant de Gaulle quittait les thèmes du combat proprement dit et faisait une conférence sur des sujets plus généraux. La plus belle [...] intitulée : "la défaite, question morale" était vraiment d'une grande classe. Il fallut la faire polycopier car tous les officiers élèves en voulurent un exemplaire. Bien mieux, elle eut un retentissement jusqu'à Varsovie et il fallut nous y rendre, tous les deux, pour la rééditer devant un auditoire de

généraux et de colonels aussi bien français que polonais. » Le premier poursuit : « Son thème : tant que le moral d'une troupe tient bon, le succès est possible, mais lorsque le moral s'en va, la fin est proche. » En résumé, l'épée ne vaut que par la fermeté de la main qui la brandit. L'autre grande conférence prononcée par de Gaulle, devant les officiers de la MMF cette fois, est intitulée « L'alliance franco-polonaise ». Il s'agit d'une grande synthèse de l'histoire de la Pologne depuis le Xe siècle quand « la Pologne entre effectivement dans l'Histoire » jusqu'à la Pologne des traités où de Gaulle évoque, dans une réflexion plus géostratégique qu'historique, la nécessité, face à la Russie à l'Est, à l'Allemagne à l'Ouest et à la Hongrie, d'une barrière qui interdit et encercle : « Mais la France a déjà à maintes reprises fait connaître sa volonté en général. Cette volonté, on peut la résumer en deux points. Il faut que la Pologne soit forte et pour cela reconstituée dans le cadre de ses frontières historiques, pourvue d'une organisation militaire et économique solide. Et il faut que la grande Pologne soit contiguë à la grande Roumanie. »

Cette conférence mériterait à elle seule, par le travail de préparation qu'elle sous-tend et l'érudition qu'elle impose, jalonnée qu'elle est par les Piasts et les Jagellons, par les victoires de Grunwald face aux Chevaliers teutoniques en 1410 ou de Vienne face aux armées de la Sublime Porte avec Jean Sobieski en 1683, de longs développements. Retenons simplement que Charles de Gaulle y transcende une URSS à venir quand il écrit : « Le bolchevisme ne durera pas éternellement en Russie. Un jour viendra, c'est fatal, où l'ordre s'y rétablira et où la Russie, reconstituant ses forces, regardera de nouveau autour d'elle. » Tout comme il anticipe à court terme le rapprochement entre l'Allemagne et l'URSS, concrétisé deux ans plus tard par le traité de Rappalo, lorsqu'il envisage que « Germains et Moscovites [pourraient] chercher à s'unir à nouveau [...] ».

L'attitude du capitaine de Gaulle, ses conférences, son comportement impressionnent le général Henrys. Il lui propose de demeurer en Pologne à ses côtés. De Gaulle refuse. Mais à combien d'officiers le général Henrys fit-il une telle proposition ? Dans l'état actuel de nos connaissances, nous l'ignorons. Gageons simplement que sur les quelque deux mille officiers français présents sur le sol polonais, ils ne furent pas légion...

Pourquoi ce refus de Charles de Gaulle ? Parce que la Pologne lui a donné tout ce qu'il attendait d'elle : « L'armée de Pologne aura été – ce que je la destinai à être – une restauration militaire pour moi. Cette restauration est dans la meilleure voie. Ensuite je travaillerai pour mon propre compte. Mais que tout ceci ne sorte pas de la famille ! » Il estime que le temps est venu de rentrer en France afin de préparer sérieusement le concours d'entrée à l'École de Guerre. Pour cela, il espère obtenir une affectation « peaufine », c'est-à-dire, dans le jargon des saint-cyriens, qui lui permette de préparer ; ce concours dans les meilleures conditions possibles. C'est en effet vers l'École spéciale militaire de Saint-Cyr que se tourne dorénavant son regard. Un poste de professeur (et surtout « pas d'instructeur », comme il l'écrit) conviendrait à merveille. Mais l'affectation qui l'attend à Paris, au bureau des décorations du cabinet du ministre, est moins alléchante. Elle agit en définitive comme un repoussoir sur Charles de Gaulle qui préfère, après un mois de travail dans les bureaux gris et tristes du boulevard Saint-Germain en mai 1920, repartir pour la Pologne où la guerre fait maintenant rage entre les armées de Pilsudski et les armées bolcheviques de Lénine.

Au cours de ce deuxième séjour en Pologne, de juin 1920 à janvier 1921, le capitaine de Gaulle va vivre une double expérience. Expérience sociale, d'abord, lorsqu'il côtoiera la population polonaise pendant la période de défaite des armées polonaises puis après leur victoire ; expérience militaire, ensuite, lorsque, accompagnant le général Bernard, il sera

affecté au 3e Bureau du Groupe d'armée Sud (puis Centre) commandé par le général polonais Rydz-Smigly où il participera aux opérations, ce qui lui vaudra une citation supplémentaire.

La situation politique et militaire à Varsovie en 1920

Au début de 1920, le gouvernement français, obnubilé par l'Allemagne, ne s'intéresse vraiment qu'aux revendications polonaises sur sa frontière occidentale. Croyant encore à la victoire des généraux blancs en Russie, il est hostile aux prétentions polonaises sur les territoires situés à l'Est de la ligne du 8 décembre qu'il juge excessives. Mais la tension diplomatique qui existe dans les relations franco-britanniques, tout comme la situation intérieure difficile en France, limitent les possibilités d'action du Cabinet Millerand. Il s'en remet aux bons soins de la Grande-Bretagne dans cette affaire. Or à Londres, Lloyd George est peu favorable aux Polonais.

En Pologne, Pilsudski, en « vieux technicien de l'insurrection qui sait vouloir et attendre », rejette toutes les propositions d'où qu'elles viennent. Il décide même de tirer profit de la situation qui lui est momentanément favorable pour entreprendre la reconquête des frontières « historiques » de 1772 avant que le commissaire du peuple Kamenev ne lance une attaque préventive contre la Pologne. Après l'échec des ultimes négociations menées avec Denikine et avec les Soviétiques, Pilsudski déclenche le premier son offensive en Ukraine, le 25 avril 1920, afin d'en chasser « l'envahisseur étranger ». Kiev tombe le 7 mai. Pilsudski s'y autoproclame maréchal et rentre à Varsovie, auréolé d'un immense prestige personnel.

Mais dans ce pays de plaine qu'aucune barrière naturelle ne coupe, les Soviétiques, débarrassés de l'hypothèque russe blanche, déclenchent une contre-offensive générale contre la Pologne. La responsabilité de l'action principale contre le nord de la Pologne est confiée au général Toukhatchevski, commandant du front de l'Ouest. En Ukraine, le front sud-ouest, commandé par le général Egorov, doit attaquer les forces polonaises dans la région de Kiev. Enfin l'irruption de la 1re armée de cavalerie de Boudienny doit surprendre les Polonais et provoquer la dislocation de leurs forces au sud-est de l'Ukraine. Au Nord, le 4 juillet, Toukhatchevski progresse en direction de Wilno-Minsk-Varsovie. Il a comme objectif « la destruction des forces polonaises et le transfert de la révolution à l'Ouest ». Ayant rompu les lignes de défense polonaises, il enlève Minsk le 11 juillet, Wilno le 14, Grodno le 19, Slonim le 22. Rien ne semble pouvoir arrêter sa marche triomphale vers l'Ouest.

La situation des armées polonaises est à ce moment rendue encore plus difficile par le refus, opposé par l'Allemagne, l'Autriche et la Tchécoslovaquie, de transit sur leur territoire des trains chargés de ravitaillement et de munitions à destination de Varsovie. A Dantzig, le débarquement des navires est rendu de plus en plus difficile par des grèves politiques. La Pologne, isolée, est au bord du gouffre. Le 22 juillet, les Polonais demandent l'armistice. Les Britanniques les incitent à se soumettre aux exigences bolcheviques. A l'inverse, le gouvernement français de Millerand les pousse à résister, leur promettant un appui massif en armes et en hommes. C'est alors que les gouvernements français et britannique décident de l'envoi en Pologne d'une mission alliée qui doit « juger et conseiller » d'un point de vue diplomatique et militaire le gouvernement polonais, et « renseigner » les gouvernements français et britannique. Elle est composée, pour la Grande-Bretagne, de son ambassadeur à Berlin Lord d'Abernon, du général Percy Radcliffe, et du chef de Cabinet de Lloyd George, M. Hankey ; pour la France, de son ambassadeur à Washington Jean-André Jusserand, du chef d'état-major du maréchal Foch, le général Weygand, et du directeur de cabinet de Millerand, A. de Vignon. Par ailleurs, le 20 juillet 1920 les officiers français en place en Pologne sont

autorisés par leur gouvernement à rejoindre les grandes unités polonaises afin d'y conseiller leurs homologues polonais.

C'est dans ce cadre que le capitaine de Gaulle, après une nouvelle période d'attente lénifiante contre laquelle il s'insurge, rejoint enfin le Groupe d'armées Centre.

Le capitaine de Gaulle au Groupe d'armées Centre

Le retour à Varsovie de Charles de Gaulle ressemble fort à son arrivée à Modlin l'année précédente, comme si toute grande exaltation devait inexorablement être précédée d'une période de recueillement, d'attente, d'observation et de réflexion. C'est à ce moment précis qu'il décide de noter au jour le jour ses impressions dans un document qui sera publié à Paris avant même son retour de Pologne. Ce bref journal, comme les lettres qu'il adresse à sa mère durant ces quelques semaines, sont exemplaires à un double titre. Charles de Gaulle constate en premier lieu et rappelle régulièrement la place centrale occupée par un sentiment national qui transcende les considérations politiques et idéologiques conjoncturelles, à l'heure des grands affrontements entre les peuples. En second lieu, ce qui émeut le plus de Gaulle, ce n'est pas tant la succession des revers militaires polonais que le désarroi qui s'empare de la population, et l'incapacité des partis politiques à s'unir alors que leur patrie risque une nouvelle fois de sombrer face à l'ennemi héréditaire russe : « Ce qu'il y a de plus inquiétant ce n'est pas tant le recul des troupes polonaises, que le désarroi de l'esprit public. Le monde politique en particulier, au lieu de se mettre d'accord et de soutenir un gouvernement quel qu'il soit jusqu'à la fin de la crise, ne fait que redoubler ses divisions et ses intrigues. »

Cantonnés à Varsovie dans une inaction chaque jour plus pesante, les officiers français sont d'autant plus désorientés que tous les cours ont été interrompus afin que leurs homologues polonais puissent rejoindre leurs unités toutes engagées face aux bolcheviques. « Nous, officiers de la Mission militaire, nous suivons les événements décisifs avec un intérêt passionné, le cœur rongé de n'y pouvoir prendre une part directe. »

Charles de Gaulle enrage : « Je ne cesse de penser aux braves officiers qui ont écouté nos leçons à l'École d'infanterie de Rembertow, et dont je sais que plusieurs sont déjà tombés. Être inactifs, tandis que l'on se bat tout près, c'est tellement contraire à la tradition française ! » Mais il ne peut s'opposer au veto du gouvernement français. La France, seule nation alliée à soutenir réellement la Pologne, n'est pas en guerre contre la Russie bolchevique. Pourtant, la poussée bolchevique vers l'Ouest, de part et d'autre de la vaste région marécageuse du Pripet, répondant à l'exhortation de leur jeune chef charismatique Toukhatchevski – « c'est à l'Ouest que se jouent les destinées de la révolution universelle, c'est sur le cadavre de la Pologne que passe la route de l'incendie universel... » – est telle que Paris s'inquiète. Et, alors que Varsovie, c'est à-dire l'existence même de la jeune Pologne, est menacée à court terme, le gouvernement français autorise les officiers français à rejoindre les grandes unités combattantes polonaises mais en interdisant, au moins formellement, de participer au combat. Les officiers français exultent. De Gaulle écrit : « Voici venu l'ordre tant attendu : le gouvernement français autorise ses officiers à prêter leur concours direct pour la défense du territoire polonais. Le général. Henrys ne se le fait pas dire deux fois. La nuit même, il part pour le front et il détache un certain nombre d'entre nous auprès de chaque unité importante. Je fais partie de ces favorisés, j'accompagne le général B... qui doit donner ses conseils au front du Sud. Le général R. S... commande le front Sud. C'est un jeune homme de 32 ans qui, avant la guerre, commençait à se faire un nom dans la peinture. L'un des premiers lieutenants

de Pilsudski, il recueille les fruits de sa fidélité. Beaucoup de bons sens, d'entrain et de confiance en lui. Quand il s'entretient avec le général B..., il me semble que leur rapprochement symbolise bien celui des deux armées qu'ils représentent : l'armée polonaise, toute jeune, plus assurée qu'expérimentée ; la nôtre, rompue à la guerre sous toutes ses formes et habituée, par les longs et durs efforts, à n'agir qu'avec méthode, "à ne rien laisser au hasard de ce qu'on peut lui enlever par conseil et par prévoyance". Mais du contact de ces deux chefs, il ne peut rien sortir que du bon. Le sentiment s'en répand aussitôt dans tous les cœurs. Ce sera, pour les officiers français qui ont assisté à la récente victoire de leurs frères d'armes polonais, la plus noble récompense d'avoir vu la confiance ressusciter là où leurs uniformes ont paru. Et leurs uniformes ont paru partout. »

Charles de Gaulle, affecté comme conseiller au Groupe d'armées Sud, y rencontre son chef, le jeune général Rydz-Smigly, ainsi que le chef de l'Etat, le maréchal Pilsudski qui a décidé de prendre lui-même la tête de la contre-offensive qui doit abattre les forces de Toukhatchevski. Installé au PC du Groupe d'armées, Charles de Gaulle en déplore le fonctionnement chaotique, hors de toute méthode. Dans son rapport final sur le Groupe d'armées, il évoque et détaille les « graves déficiences » dont il a été témoin. Il évoque également longuement les conditions dans lesquelles le maréchal Pilsudski, ayant quitté Varsovie pour rejoindre le Groupe d'armées, en a complètement disloqué l'organisation afin de prendre personnellement le commandement des unités chargées de la contre-attaque décisive contre les bolcheviques. De Gaulle est ici à la fois sévère et magnanime. Sévère lorsqu'il dénonce un chef de l'État qui, par sa seule volonté, désorganise totalement un groupe d'armées : « Il n'y a plus de commandement du GAC. Le chef de l'État de sa personne parcourt le front. Il n'a pas de PC déterminé. Son chef d'état-major est à Pulawy, le reste de son état-major à Lublin. » Puis magnanime lorsqu'il reconnaît l'impact moral de cette prise de commandement inopinée de Pilsudski, sans vouloir méconnaître l'avantage moral qu'il peut y avoir à ce que le chef de l'État prenne un commandement dans les circonstances présentes [...].

La double manœuvre polonaise, bataille d'arrêt sous Varsovie et contre-attaque fulgurante du Sud vers le Nord par Pilsudski, surprend et écrase les forces bolcheviques. La victoire est là : « Oui : c'est la victoire, la complète, la triomphante victoire. Des autres armées russes qui menaçaient Varsovie, il ne reviendra pas grand-chose. Si vite qu'elles battent en retraite, les Polonais les devançant et gagnent leurs derrières. L'ennemi est dispersé par bandes dans les bois où on le cueille. »

Pour les Français, la guerre est finie. Le capitaine de Gaulle, rentré à Varsovie, goûte au plaisir de la victoire. Il peut clore son Journal : « La foule qui voit nos uniformes poussiéreux s'avance autour de nous. De toutes ces poitrines monte un cri : "Vive la France !" Elle était ici avec nous, ardente, sage et résolue. Nous nous regardons du même regard. Et, soudain, chacun des Français qui sont là, frissonnant d'un enthousiasme sacré, sent battre contre son cœur d'homme qui passe, le cœur éternel de la Patrie. »

Pourtant, il reste à Varsovie jusqu'en janvier 1921. Henrys, puis son successeur à la MMF, Niessel, ont besoin de lui. C'est en effet sur de Gaulle que le nouveau chef de la Mission s'appuie pour « prendre contact avec des gens et des choses que je connais particulièrement bien, et cela à un moment très critique pour cette pauvre Pologne ». Il rédige, entre autres, un rapport général sur l'armée polonaise.

Ce rapport a été beaucoup utilisé pour faire de Charles de Gaulle, dès 1920-1921, un visionnaire sur la question des chars et de leur emploi. Jean Lacouture écrit par exemple à ce

sujet : « Et dans le rapport sur l'armée polonaise qu'il remettra à l'état-major en fin de mission, il y a cette phrase qui sonne comme un avertissement, un clignotant dans la pensée et l'œuvre de Charles de Gaulle : "Les chars doivent être mis en œuvre rassemblés et non dispersés". » Charles de Gaulle écrit en fait dans son rapport : « Dans l'unique circonstance où l'emploi des chars était prévu sur une assez grande échelle (bataille de Varsovie), il a été mal réalisé. Les chars sont faits pour soutenir l'infanterie à l'attaque et non pour défendre des QG ou pour contribuer à la défense d'un point d'appui. Ils doivent être mis en œuvre rassemblés, et non dispersés. » En fait, Charles de Gaulle, officier d'infanterie de son temps, pense, comme les autres officiers français, que les chars – il y a en Pologne un seul régiment de FT 17 – sont faits pour travailler au profit de l'infanterie car ils se déplacent, dans le meilleur des cas, aussi vite qu'elle, mais pas plus. Par ailleurs, les conditions précises d'emploi du régiment de FT 17 furent telles – et leur nombre était si réduit - qu'il est improbable qu'un seul officier français ait pu extrapoler sur le devenir de l'emploi des chars à partir d'un exemple si limité. En revanche, et nous rejoignons totalement Jean Lacouture sur ce second point, de Gaulle découvre en Pologne la guerre de mouvement et l'emploi des grandes unités de cavalerie comme élément de choc et moyen d'obtenir une décision à portée stratégique. « La Mission de liaison ne cessa d'adjurer le commandement polonais de ne point dissocier le corps de cavalerie constitué à grand-peine vers le 25 juillet, mais de l'employer d'un seul bloc avec tous ses moyens réunis. Ce conseil ne fut suivi qu'en partie pour l'opération exécutée contre Boudienny du 30 juillet au 2 août. Mais il ne le fut plus du tout par la suite. Du moins les généraux polonais ont-ils éprouvé et reconnu au cours de l'offensive récente que ce conseil était bon. » Aussi est-il possible d'estimer qu'en dix-neuf mois de guerre sur le front français, puis dix-huit mois de séjour en Pologne, Charles de Gaulle a fait partie de ces rares officiers qui ont pu vivre deux formes de guerres différentes et complémentaires, faites de positions tenues et de mouvements dans la profondeur, d'attaques limitées et de grandes manœuvres, de lenteur processionnelle et de vitesse, de méthode et d'audace. Gageons qu'une telle expérience ne les a pas – ne l'a pas – laissé(s) indifférent(s).

Mais il a aussi peut-être ramené de Pologne davantage. Il y a eu la confirmation matérielle d'une pensée : les nations, aussi anciennes et puissantes fussent-elles, pouvaient soudainement disparaître dans le grand chaos mais aussi le grand révélateur des peuples qu'était la guerre : « Il faut avoir observé la foule affreuse des faubourgs, Praga ou Wola, pour mesurer à quel degré de misère peuvent atteindre des hommes. Il faut avoir longé les interminables files de femmes, d'hommes, d'enfants hagards, attendant des heures à la porte du boulanger municipal le morceau de pain noir hebdomadaire, avoir senti peser sur sa voiture les lourds regards de cette plèbe affamée, pour comprendre que notre civilisation tient à bien peu de chose, et que toutes les beautés, toutes les commodités, toutes les richesses dont elle est fière, auraient vite disparu sous la lame de fureur aveugle des masses désespérées. »